
LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. CLXXXV.

Du Vendredi 15 Janvier 1790.

LES longues & pénibles séances, tenues par M. l'abbé de Montesquiou, ont altéré sa santé, & M. Desmeuniers a pris sa place.

M. de Boufflers a lu le procès-verbal.

Parmi les adresses on a distingué celle de quelques citoyens de Toulouse, qui ont formé le projet d'établir dans cette ville une institution publique & gratuite en faveur de la jeunesse qui se destine aux armes & à la marine. Elle a pour titre : *École nationale & patriotique de génie, d'artillerie & de marine*. C'est peut-être la seule institution qui manquoit à cette ville célèbre.

Le comité permanent de Quimper se plaint fortement de la résistance opiniâtre du parlement de Bretagne, ainsi que de l'inexactitude & de la partialité dans l'envoi des décrets.

Tome VI,

D

La ville de Neuf-Brisak joint à son adhésion le don patriotique de 1200 livres ; & la communauté de Tremolet en Périgord donne le produit des taxes sur les ci-devant privilégiés , outre la contribution patriotique.

Les offrandes patriotiques ont été très-nombreuses ; la ville de Sainte-Ménchould, celle de Montesquieu-Volvestre , la communauté de Summotte en Champagne , la ville de Forcalquier , ont donné les unes des sommes d'argent , les autres de l'argenterie.

La communauté de Soye , en Franché-Comté , remercie l'assemblée de l'avoir délivrée des dimes excessives dont elle étoit grevée , & elle donne mille livres sur la vente de ses bois.

La ville de Montfort , en Bretagne , accepte avec empressement la proposition de plusieurs villes de la province , pour former une confédération pour l'exécution des décrets de l'assemblée.

La ville de Fougères a adressé ses observations sur la liberté des noirs de nos Colonies ; & elle pense que leur liberté seroit dans ce moment un bienfait dangereux pour eux-mêmes , pour les Colons & pour la mère-patrie.

Cette question intéressante a été déjà l'objet de plusieurs écrits & des travaux de quelques sociétés philanthropiques. La politique pourroit mal la décider. L'humanité seroit de sa solution une commotion trop violente , les villes maritimes & le commerce en essuyeroient de grandes pertes ; & c'est peut-être de la réunion des idées des Colons & des politiques , des philosophes & des commerçans , que pourroit résulter un jour des opérations sages sur cette partie.

Le district des Prémontres a envoyé une adresse d'a-

dhésion aux décrets ; en demandant que l'assemblée s'occupât incessamment de l'organisation de la municipalité de Paris.

M. de Curt a fait un rapport du comité de la marine.

« Quoique vous ayez décrété, a-t-il dit, que le pouvoir exécutif suprême réside dans la personne du roi ; quoique ce décret, fondé sur les principes les plus politiques & les plus respectables, ait été promulgué dans tout le royaume, jamais l'administration de la marine n'éprouva plus d'entraves, tant le souvenir des anciens abus, & la méfiance ouverte qui en est la suite, entraînent les esprits vers le goût des innovations, par cela même qu'une innovation attaque le régime dont quelques agens de l'autorité avoient osé abuser ; mais lorsqu'un établissement particulier, formé sous l'ancien régime, au lieu d'être vicieux, est le seul qui s'accorde avec les véritables principes d'économie, quand il ne blesse en rien les droits des citoyens, quand sa conservation est nécessitée par les besoins d'une administration sage & éclairée, tout invite à ne pas céder à des réclamations dictées peut-être par des intérêts personnels, & c'est au législateur à faire connaître que tel ou tel usage, tel ou tel principe, doivent être conservés, & méritent de concourir au bien général de la régénération ».

« On réclame dans les grands ports du royaume contre les marchés à l'entreprise, & à Brest contre le marché des hôpitaux, accordé *aux sœurs de la Sagesse* ».

Le comité a examiné séparément ces réclamations, & M. de Curt en a rendu compte.

Il a pensé que l'administration, actuellement sans énergie par la circonstance des temps, seroit obligée, si l'on

ne prononçoit pas , de réilier tous les marchés à l'entreprife , & de perdre tous les avantages que quatre ans d'expérience & de foins ont déjà procurés.

Ces différentes confidérations ont fait penfer au comité qu'il falloit que l'afsemblée fit connoître fon vœu fur les entreprifes des ports , afin que le pouvoir exécutif n'éprouve plus d'obftacle aux opérations qu'il ordonne d'après les principes d'économie de l'afsemblée.

« L'adminiftration de la marine , a ajouté M. de Curt , dégoûtée des régies qui étoient très-coûteufes , n'auroit pu , fans rougir , propofer au rabais l'entreprife des hôpitaux ; mais voulant réduire les frais , fans nuire au fecours qu'elle devoit à fes malades , elle invita divers ordres hospitaliers à faire des propofitions fur ces objets : les fœurs de la Sageffe méritèrent la préférence par les offres qu'elles firent ; elles la méritoient déjà parce qu'elles étoient femmes , & qu'elles fe dévouoient. Qui ne fait combien les fecours de ce fexe intéreffant & fenfible , font plus utiles & plus doux aux infortunés qu'elles cherchent à foulager ! »

Tels étoient les objets fur lesquels le roi avoit ordonné au miniftre de la marine de confulter le vœu de l'afsemblée ; lui préfenter des moyens d'économie & des motifs d'humanité , c'étoit affurer d'avance les demandes du comité , dont le rapporteur a expofé en ces termes les raifons politiques.

« Les puiffances maritimes de l'Europe font armées d'une manière formidable. Leurs arsenaux font approvisionnés avec une abondance impofante , & les ordres donnés dans leurs ports font exécutés avec la plus grande exactitude & la plus aveugle foumiffion. Vous n'êtes pas , à beaucoup près , dans une pofition auffi heureufe.

Si vous avez en vaisseaux des forces réelles, vous n'avez encore aucune force relative. Vous pouvez en un instant rétablir l'ordre & la subordination, en consacrant le principe que l'administration des ports & arsenaux est dépendante du pouvoir exécutif; que nul n'a droit de s'opposer aux ordres émanés de son autorité, sauf la responsabilité du ministre ».

C'est d'après ces raisons que M. de Curt proposoit au nom du comité le décret suivant :

» L'assemblée nationale décrète que le pouvoir exécutif suprême, résidant en la personne du roi, & tout marché conclu & à conclure en son nom, doit être exécuté dans les ports & arsenaux sans opposition quelconque, sauf la responsabilité du ministre de la marine. »

Plusieurs amendemens ont été présentés par M. Bouché & quelques autres membres. Nous ne citerons que celui de M. le Gendre, député de Brest. Il étoit conçu ainsi :

» Attendu la soumission de la ville de Brest, de procurer un bénéfice de cinquante mille livres à la nouvelle entreprise de la fourniture des hôpitaux de la marine de Brest, sera publiée & mise à l'adjudication. »

Le décret du comité sembloit, en effet, donner trop de latitude au ministre de la marine, & M. le Gendre proposoit à ce département un moyen évident d'économie.

On a demandé cependant la question préalable sur tous les amendemens, & le décret proposé par le comité a été adopté.

Un de MM. les secrétaires a annoncé les douze

D 2

membres qui composoient le comité des pensions ; en voici les noms : MM. de Montcal , Gozon - Camus , de Vimphen , Fréteau , Tréillard , Biozat , de Menou , Champeau , Expilly , Cotin , de l'Epaud & Goupille de Préfeld.

C'est à ces bons citoyens que la réforme des abus sur les pensions est confiée. En éteignant celles qui sont sans motifs , en diminuant celles qui sont excessives , en en faisant résuer une partie sur des hommes dont le mérite & les services ont demeuré sans récompense , ces commilitaires pourront être bienfaisant sans cesser d'être justes. Ils pourront être encore reconnoissans & politiques , en maintenant les pensions accordées aux lettres , dont l'influence sur les révolutions des empires ne sauroit être méconnue ; ils pourront enfin donner un prix au courage & à l'amour de l'humanité , en augmentant la modique pension de Bouffard , ce l'armateur de Dieppe , à qui l'administration ne donna que cent livres pour avoir sauvé la vie à treize naufragés dans une nuit orageuse ; des pensions énormes ont été données avec une prodigalité scandaleuse.

L'ordre de jour étoit pour le travail des départemens.

M. Gossin a rapporté que la ville de Lisieux a formé la demande d'un sixième département dans la Normandie.

Les motifs dont elle appuyoit sa demande , sont les mêmes que ceux qui avoient été condamnés la veille pour la Franche-Comté.

M. Gossin a proposé le décret suivant , qui a été adopté.

« L'assemblée nationale décrète que la division en cinq départemens de la province de Normandie subsistera ».

M. Gossin a continué le rapport, en disant que la ville de Saumur, très-intéressante par sa situation, sa population & ses contributions, demandoit un département pour le Saumurois, dont Saumur seroit le chef-lieu. Cette demande, suivie avec zèle par ses députés à l'assemblée nationale, & par ceux que cette ville a envoyés extraordinairement, n'a pas été adoptée par le comité, à cause des moyens victorieux que l'Anjou a fait valoir d'après les décrets même de l'assemblée; à tout événement, la ville de Saumur a demandé d'alterner avec Angers; & cette question sera décidée lorsqu'il s'agira de ce département. En attendant, M. Gossin a proposé de décréter que la ville de Saumur & du pays Saumurois, seroit partie du département d'Anjou, ce qui a été adopté.

On a passé à ce qui concerne la ville de Montluçon; qui prétend que ses intérêts ont toujours été sacrifiés aux deux capitales du Bourbonnois & de la Marche, & que ses habitans avoient la plus grande répugnance à entrer avec elles en communauté d'administration. Elle ajoute qu'éloignée de Moulins de quinze lieues, & de quatorze de Guéret, ce seroit violer tous les décrets de l'assemblée, de comprendre Montluçon dans ses départemens. Cette ville desire d'en former un par six lieues de territoire du côté de Guéret; de neuf lieues de celui de Moulins, en s'étendant vers le haut-Berri & la basse-Auvergne du côté de Montagus.

Le comité n'adoptoit pas cette demande; le territoire du pays de Combraille & du Bas-Bourbonnois ne présentant qu'une surface indépendante pour un département,

qui d'ailleurs dérangerait tous ceux qui sont convenus & limités.

M. Goffin a dit qu'il paroissoit convenable que l'assemblée nationale s'occupât de Montluçon dans la distribution des nouveaux établissemens, mais que, sur sa demande d'un département, le comité proposoit de décréter que la ville de Montluçon seroit unie au département du Bourbonnois. Ce décret a été prononcé.

Il s'agissoit ensuite de décider si la division en département de la province de Bretagne doit être portée à six, selon le vœu des députés extraordinaires de Saint-Malo, ou à cinq seulement, suivant l'opinion de la majorité des députés de la Bretagne.

« La constitution nationale, a dit M. Goffin, a voulu faire de tous les Français un peuple de frères, leur donner des droits égaux à la chose commune, faire succéder à l'égoïsme l'esprit de justice & d'égalité. C'est pour répartir une surveillance de protection amie des convenances locales, que l'assemblée a permis de porter les départemens depuis soixante-quinze jusqu'à quatre-vingt-cinq : c'est par cette sage précaution, que les terres fertiles, que les landes & les montagnes seront administrées & conservées ».

La ville de Saint-Malo avoit fait deux pétitions à l'assemblée, pour être chef lieu d'un département, pour jouir d'une administration appropriée à ses besoins, à son commerce important, & à la marine nationale : « Quoi de plus absurde, disoient les habitans de cette ville, que de réunir sous un même tribunal des hommes qui ne s'entendent pas ! Fera-t-on oublier à ceux des deux côtés de la Basse-Bretagne, des langues existantes avant la conquête de César ? il leur faudra des interprètes pour transcrire leurs pétitions ».

Les députés de Saint-Malo demandoient en conséquence une division en six départemens, dont cette ville seroit le chef-lieu.

Les députés de la Bretagne, après avoir réfuté ces différens moyens tirés du mélange des idiomes, regardoient comme nuisible pour la province la division en six départemens.

Les considérations tirées de la surveillance que donneroit le département de Saint-Malo contre les ennemis de l'état, n'ont pas touché les députés de la Bretagne; ils ont trouvé qu'elles n'avoient aucun poids, & que les forces de l'empire agiroient de concert pour la conservation commune.

Le comité, après avoir approfondi les objections des députés de Saint-Malo, a applaudi à la division en cinq départemens, comme étant le vœu presque unanime de la députation de Bretagne; en second lieu, parce que six départemens seroient trop foibles; enfin, parce que la province, prévenue du partage en cinq départemens, l'a approuvé par des adresses multipliées.

Le comité a adopté une division combinée avec sagesse, qui doit, en assurant à jamais une bonne administration dans cette province, récompenser par sa prospérité le patriotisme qui la distingue.

La division en cinq départemens a été décrétée.

Il s'est élevé ensuite de grandes contestations sur la division de la basse-Guienne. MM. de Seze, Mauriette de Floris & Lavenue, ont combattu cette division d'après leurs intérêts respectifs; mais M. Charles de Lameth & M. d'Aiguillon ayant demandé l'ajournement à aujourd'hui, il a été prononcé. On alloit s'occuper de l'affaire de Toulon, lorsque plusieurs membres en ont demandé

l'ajournement à aujourd'hui. M. Prieur vouloit qu'on la renvoyât après la constitution ; mais l'assemblée l'a ajournée à la séance de ce jour à une heure.

Nota. A la page 2 du N^o. CLXXXII , l'interruption qu'éprouva M. de Cafalès , en prononçant les mots *parlement noble* , empêcha d'entendre clairement la fin de sa phrase , qui en indiquoit le sens : la voici toute entière.

« Qu'il me soit permis de rappeler à l'assemblée , que c'est sur les membres d'un parlement , & d'un parlement noble , qu'elle va statuer ; c'est-à-dire , sur des hommes qui tiennent à un corps , à une classe de citoyens contre lesquels les malheureuses divisions qui ont travaillé le royaume , auroient pu lui donner d'injustes préventions. »

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement a fini au cent-quatre-vingtième numéro , sont priés de renouveler , afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N^o. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

